

Langon et Sud-Gironde

Océane se bat pour sauver 1 000 hectares de pins



SAUCATS La jeune girondine Océane-Victoria Sanchez a lancé une pétition pour empêcher de défrichage envisagé par le méga projet de parc photovoltaïque Horizéo

Jérôme Jamet
j.jamet@sudouest.fr

Elle s'appelle Océane mais aurait pu se prénommer Sylvie. Plutôt que les fonds marins, c'est la forêt de pins des landes de Gascogne que la jeune femme a entrepris de défendre. Son combat, elle le mène contre le projet Horizéo. Un parc photovoltaïque qui prévoit de défricher 1 000 hectares de forêt sur la commune de Saucats, en Gironde. Un projet hors normes, porté par les entreprises Engie et Neoen, contre lequel la jeune girondine Océane-Victoria Sanchez, de son nom complet, s'oppose de toutes ses fibres.

Âgée de 23 ans, Océane n'est pas originaire de Saucats, mais du Pian-Médoc. De Saucats, elle connaît la réserve naturelle et ses forêts qu'elle a eu l'occasion de découvrir lors de ses années collégiennes. Quand elle reçoit en décembre un mail d'une amie de Nice qui lui fait part d'un article sur le méga projet photovoltaïque, son sang ne fait qu'un tour.



Océane-Victoria Sanchez se lance seule contre le projet d'Engie et Neoen. PHOTO J.J.

1 500 signataires

« J'ai été particulièrement touchée. L'ambiance générale est déjà un peu nulle avec le covid. Là, je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose pour sauver ces arbres qui ne peuvent pas se défendre seuls. Ma première idée a été de lancer une pétition sur le site change.org. »

Trois semaines après, le nombre de signatures grimpe régulièrement chaque jour. Il a atteint les 1 500 cette semaine.

« J'ai demandé à toutes mes connaissances de partager la pétition sur leurs réseaux. » Encouragée par les commentaires laissés sur le site par les pétitionnaires, Océane-Victoria entretient la page en relayant des articles sur le sujet ou la position de personnalités locales qui

commencent à s'opposer au projet.

Flyers dans les commerces

Animatrice sur un bateau de croisière à Paris, Océane-Victoria Sanchez est au chômage technique en raison de la crise sanitaire. La jeune militante, qui ne fait partie d'aucune organisation ni aucune association, a désormais du temps libre qu'elle met à profit pour défendre sa cause.

« Comme on ne peut pas organiser de manifestation en raison du covid, je viens d'imprimer des flyers que je vais distribuer dans les commerces pour inciter les gens à signer la pétition. » Elle a aussi envoyé des messages à la Sepanso et au chasseur Eddy Puyjalon qui se sont positionnés contre.

Mais elle n'a pas eu de réponse. Son combat n'est bien sûr pas contre l'énergie photovoltaïque. Mais bien contre la déforestation. « Engie et Neoen expliquent qu'ils œuvrent pour accélérer la transition écologique et aller vers une économie neutre en carbone. Mais enlever de la forêt qui capture du carbone et produit de l'oxygène, c'est complètement incohérent », juge la jeune femme qui a lu en détail les arguments présentés par Engie et Neoen sur le site de la Commission du débat public national auquel sera soumis le projet.

« Encore heureux qu'il y ait ce débat. Où vont aller les insectes, les animaux, tout le petit gibier qui, malgré la chasse d'aujourd'hui, se régénère ? Il y a d'autres solutions ailleurs, sur des sols déjà artificia-

lisés, pour gagner de l'argent avec le photovoltaïque », plaide la jeune femme.

« Ça ne me fait pas peur »

Cœur pur, qui d'instinct se baisse pour ramasser les papiers et des plastiques qui entachent cette forêt qu'elle chérit, Océane-Victoria ne craint pas de s'attaquer aux très grands du secteur énergétique que sont Engie et Neoen et au milliard d'euros d'investissement annoncé.

« Ça ne me fait pas peur. Je crois à ma cause. Ma génération et celles qui suivent ne doivent pas payer le prix d'une destruction massive de l'environnement. Mon but, c'est de participer au débat public et de leur montrer que nous sommes nombreux à penser ça. »

Un débat public national

La Commission nationale du débat public (CNDP) a été saisie du projet Horizéo en décembre. Le 13 janvier, elle a désigné Jacques Archimbaud président de la commission particulière. Il devra organiser et animer dans les prochains mois le débat sur ce projet de grande ampleur, avec un investissement de 1 milliard d'euros (lire nos éditions précédentes).

Actuel vice-président de la CNDP, Jacques Archimbaud est un haut fonctionnaire qui a commencé sa carrière comme professeur de lycée. Selon les éléments fournis par la CNDP, il a ensuite « fondé et dirigé différents réseaux de l'économie alternative et solidaire ». Sa carrière prend un tournant politique à la fin des années 1990. D'abord comme conseiller de la ministre Dominique Voynet sous le gouvernement Jospin. Son parcours se poursuit par la direction du cabinet de la mairie de

Montreuil puis comme directeur adjoint du cabinet de la ministre Cécile Duflot. Il a rejoint la CNDP en 2013 où il a depuis présidé deux débats publics, le projet de grand stade de rugby à Ris-Orangis et le projet de réseau express Grand Lille.

Jacques Archimbaud devra désigner d'ici le mois prochain les membres qui constitueront la commission particulière au projet Horizéo. Le débat public qui prendra différentes formes permettra de poser sur la table tous les enjeux socio-économiques et environnementaux soulevés par ce projet. La commission s'engage à respecter les principes d'indépendance, de neutralité et de transparence vis-à-vis du maître d'ouvrage (Engie et Neoen), des partisans et des opposants au projet. Au sortir de ce débat, la CNDP rendra un avis et des recommandations quant à l'intérêt général de ce projet.

LES OPPOSANTS SORTENT DU BOIS

Plusieurs associations ont déjà fait connaître leur opposition à ce projet de parc photovoltaïque géant, notamment la Sepanso et la Fédération des chasseurs de Gironde.

Cette semaine, les élus du groupe EELV au Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ont aussi fait savoir qu'ils étaient contre ce projet. « Sur le plan de la lutte contre le dérèglement climatique, il est absurde de vouloir développer les énergies renouvelables en détruisant ces pièges à carbone que sont les forêts », indique la conseillère régionale Maryse Combres. Les écologistes préconisent que l'énergie solaire soit développée « préférentiellement sur des terres artificialisées ».